



Newsletter Bimensuelle

ADEC-NS

Le 11 mars 2013
N°5

ACTUALITE INTERNATIONALE

Une nouvelle étape dans la coopération Ouzbékistan – Toulouse

Le 5 février dernier, le Président de l'Institut d'Etat de Droit de Tachkent, en compagnie d'une délégation de l'Ambassade, est venu à Toulouse pour conclure un partenariat avec l'Université Toulouse 1 Capitole.

L'accord signé prévoit l'établissement d'un double-diplôme entre l'Institut d'Etat de Droit de Tachkent. Les étudiants ouzbeks effectueraient leur licence à Tachkent avant venir à Toulouse pour le Master. Amon Z. Mukhamedjanov a mis en avant la grande qualité des juristes français, critère qui l'a incité à signer ce partenariat. Le fait que l'université de Toulouse 1 Capitole figure parmi les meilleures en France ainsi que les liens solides unissant Toulouse et l'Ouzbékistan ont contribué à ce nouveau partenariat. Par ailleurs, le Président de l'Institut d'Etat de Droit a souligné le potentiel de cette future collaboration en rappelant que près de 6000 lycées enseignaient le français en Ouzbékistan à l'heure actuelle.

La coopération universitaire avec l'Ouzbékistan est assez riche à Toulouse. Le réseau Université de Toulouse dispose d'une convention qui peut permettre des échanges étudiants avec l'Université de Boukhara. De 2003 à 2008, des études ont été menées par l'Ecole Nationale d'Architecture de Toulouse et une autre est actuellement en cours de réalisation. L'ensemble de ces coopérations a pour vocation d'être approfondi dans un futur proche tant le potentiel humain (30 millions d'habitants) et la croissance des besoins de cette économie en pleine expansion (en moyenne 8,5 % par an durant les cinq dernières années) requiert une main d'œuvre qualifiée.

Par ailleurs, à l'occasion de la venue en France de l'ensemble des Présidents d'universités de l'Ouzbékistan, l'Université de Paris Dauphine a également signé un partenariat. Une preuve de plus de l'intérêt qu'a la région Midi-Pyrénées à collaborer avec ce pays.

Dans la lignée des actions précédentes

En 2010, l'Ambassadeur d'Ouzbékistan en France, Bakhomjon Alov est venu à Toulouse sur invitation de l'ADEC-NS afin de présenter les opportunités économiques de son pays aux entreprises, aux établissements universitaires locaux et à tous ceux intéressés par la thématique.

Dans la foulée, l'ADEC-NS a organisé, en mars 2010, une mission multisectorielle regroupant une trentaine de chefs d'entreprise, d'universitaires et d'institutionnels à Tachkent. Celle-ci a aboutie, entre-autres, à une collaboration entre le Docteur Tollemer et le Ministère de la Santé de l'Ouzbékistan pour la démocratisation du système carcéral, la signature d'une convention avec Vivalis pour améliorer les rendements et la qualité des vignes, la conclusion d'un partenariat avec Astrium Spot Image pour l'observation de la Terre et avec Cegelec pour la gestion de l'eau.

Consécutivement à l'envoi du rapport de mission de l'ADEC-NS, Anne-Marie Idrac, alors Ministre du Commerce extérieur a décidé de se rendre en juillet 2010 en Ouzbékistan pour y organiser une mission économique en compagnie des entreprises Thalès, Sanofi, Lafarge, Oberthur, Véolia et Astrium notamment. Très satisfaits de ces rencontres, le Président de la Chambre de Commerce de Tashkent, Alisher Shaykov et Ikram Ibragimov, président de la Banque Hamkorban se sont rendus à Toulouse dans le but de renforcer les liens unissant notre région et l'Ouzbékistan.

Selon Gilbert Salinas, « *L'Ouzbékistan présente des opportunités considérables en matière de développement pour notre région* ». « *Ignorer ce pays pour des considérations liées à la politique interne serait aussi ridicule que de laisser de côté des pays comme la Chine; l'Histoire nous a prouvé que l'isolation et la mise à l'index d'un pays pouvait avoir des conséquences dramatiques pour sa population et pour l'équilibre mondial, et qu'à l'inverse une ouverture pouvait amener des progrès réels* » ajoute-t-il.

Source : www.lejournaltoulousain.fr

ADEC-NS

4, rue
Claude Chappe
31500 Ramonville St Agne



Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : www.adecons.fr

Ne Fermons pas la porte à Kiev

Consécutivement au Sommet Ukraine-UE du 25 février, il est intéressant de faire le point sur la situation actuelle du pays.

L'Ukraine n'est pas dans la situation de la Biélorussie

Pourquoi comparer Ianoukovitch au président biélorusse ? Les analogies existent, mais les conclusions ne sont pas les mêmes. Loukachenko règne depuis 18 ans sur la Biélorussie, alors que son frère jumeau "ukrainien" ne se maintiendra sans doute pas aussi longtemps au pouvoir.

Pour commencer, la régime biélorusse a un côté extrêmement consumériste, autrement dit, il ne comprend pas le sens des réformes économiques. La majorité des produits sont évidemment financés par l'argent russe. Le jour où le Kremlin décidera de ne plus financer son petit frère, la société biélorusse fera l'expérience de la véritable misère. Et cette dernière pourrait entraîner l'effondrement du système.

L'Ukraine diffère de la Biélorussie dans la mesure où elle a toujours été capable de vivre par elle-même avec certes un gaz naturel à bas prix. Cet arrangement fut obtenu par l'ancien président Léonid Koutchma dans ses négociations avec Boris Eltsine. Cette politique est désormais terminée. Le Kremlin n'aidera pas Kiev comme il a aidé Minsk car il ne le peut pas et ne le veut pas non plus.

Une transition douloureuse

Au stade actuel de l'effondrement du monde postsoviétique, Kiev souffre, mais ces douleurs sont ressenties dans tous les autres Etats successeurs de l'URSS. On ne peut considérer ces pays comme des économies consuméristes que dans la mesure où leurs élites et leurs sociétés continuent d'avoir recours à des moyens et à des ressources soviétiques. Dans quelques-uns d'entre eux, bien sûr, comme la Géorgie, ces ressources sont épuisées. Le gouvernement de Tbilissi a été contraint de concéder un peu de liberté aux petites entreprises tout en luttant contre la corruption. Mais dans d'autres, les ressources naturelles restent importantes. L'Ukraine et la Russie en font partie. Toutefois, leur épuisement est proche.

L'ère de l'effondrement du régime actuel approche à grands pas. L'Ukraine a besoin du dialogue et de la confiance, plutôt que de la répression. Il faudra résoudre une autre question : identifier une personne qui serait capable de créer un climat politique favorable au débat sur les réformes. Ces réformes seront poursuivies par de nouvelles générations de politiques et d'économistes, mais elles ne semblent pas encore être arrivées à maturité.

D'ici une huitaine d'années, l'Ukraine devrait devenir un pays ressemblant à la Pologne d'aujourd'hui. Cela paraît probable dans la mesure où le choix d'intégrer l'Europe a été déjà pris par Kiev dès le milieu des années 1990. Tous les présidents ukrainiens, sans exception, ont soutenu cette orientation. Les relations entre l'UE et l'Ukraine s'intensifient, une zone de libre-échange pourrait voir le jour cette année si ces efforts se poursuivent. C'est pour cela qu'il est opportun de s'orienter dès aujourd'hui vers ce pays proche et disposant d'un riche potentiel.

Source : www.postimees.ee



Projet Saber : Des solutions satellitaires pour réduire la fracture numérique

Composé de 26 partenaires - dont Astrium, Eutelsat et SES Brodband Services - issus de 13 pays, le projet européen SABER (Satellite Broadband for European Regions) emmené par CSI Piemonte est prêt à débiter.

Au sein de l'Union européenne, près de dix millions de foyers sont encore privés du haut débit, comme le révèle l'évaluation de la « Stratégie numérique pour l'Europe ». Bien que 95,7 % des foyers de l'UE soient connectés, seules 78,4 % des zones rurales ont réellement accès au haut débit.

Conçu pour combler cette fracture numérique, le projet européen SABER a été lancé dans le but de fournir aux autorités locales et régionales des indications pratiques, permettant de mettre en place des solutions de financement public et de services satellitaires de qualité répondant à la demande des utilisateurs mal desservis.

En partie financé par la Commission européenne à hauteur de 510 000 euros, le projet SABER est un Réseau thématique, prônant une « couverture intégrale de l'UE en haut débit grâce aux solutions satellitaires », au titre du Programme d'appui stratégique en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) du Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (CIP-ICT PSP). Les partenaires du projet couvrent toute la chaîne de valeur du haut débit et possèdent une expérience riche en matière de déploiements sur financement public.

Ce projet vise notamment à créer un cadre qui permettra aux services satellitaires de contribuer, de la manière la plus efficace possible, aux objectifs de la Stratégie numérique pour l'Europe et du programme « Europe 2020 », notamment une assistance pour l'utilisation des fonds excédentaires du budget 2007-2013 de l'UE.

Il devrait aboutir à l'élaboration de recommandations pratiques en matière d'analyse coût-avantages du haut débit par satellite, d'aides publiques, de modèles commerciaux, d'options de financement et de solutions aux entraves non-technologiques. Ces résultats seront régulièrement diffusés à l'échelle européenne dans le cadre d'ateliers, de conférences et de publications sur le site web du projet: www.project-saber.eu. Organisé à Cork le 19 février dernier, le premier atelier SABER entendait fournir des éléments d'orientation sur l'acquisition de services satellitaires.

www.astrium.eads.net

L'Agenda ADEC-NS

du 11 mars au 25 mars 2013

Du Mardi 12 mars au Jeudi 14 mars : L'ADEC-NS se déplace à Paris pour des rendez-vous à caractère économique.

Mardi 12 mars : Rdv à l'Ambassade d'Azerbaïdjan,

Mercredi 13 mars : Rdv à l'Ambassade de Hongrie

Jeudi 14 mars : Participation au Forum d'affaires de l'Azerbaïdjan avec 4 entreprises.

Jeudi 14 mars : Rendez-vous avec Son excellence Henry ZIPPER de FABIANI, Ambassadeur économique pour les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées

ADEC-NS

4, rue
Claude Chappe
31500 Ramonville St Agne



Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : www.adecons.fr